

No. 56205*

**Luxembourg
and
Cabo Verde**

Agreement between the State of the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cabo Verde on joint management of migratory flows and on solidarity-based development (with annexes). Luxembourg, 13 October 2015

Entry into force: *1 March 2020, in accordance with article 13*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Luxembourg, 6 March 2020*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Luxembourg
et
Cabo Verde**

Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire (avec annexes). Luxembourg, 13 octobre 2015

Entrée en vigueur : *1^{er} mars 2020, conformément à l'article 13*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Luxembourg, 6 mars 2020*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**ACCORD ENTRE L'ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG ET LA REPUBLIQUE DU CABO VERDE
RELATIF A LA GESTION CONCERTEE DU FLUX MIGRATOIRE ET AU DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE**

L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde , ci-après désignés les Parties ;

Convaincus que les flux migratoires contribuent au rapprochement entre les peuples et que leur gestion concertée constitue un facteur de développement économique, social et culturel pour les pays concernés ;

Considérant que les mouvements migratoires doivent se concevoir dans une perspective favorable au développement et qu'ils ne doivent pas se traduire par une perte définitive pour le pays d'origine de ses ressources en compétences et en dynamisme ;

Constatant que la migration doit favoriser l'enrichissement du pays d'origine à travers les transferts de fonds des migrants mais également grâce à la formation et à l'expérience que ceux-ci acquièrent au cours de leur séjour dans le pays d'accueil ;

Résolus à tout mettre en œuvre pour encourager une migration temporaire fondée sur la mobilité et l'incitation à un retour des compétences dans le pays d'origine, en particulier en ce qui concerne les étudiants, les professionnels à haut niveau de qualification et les cadres et à promouvoir ainsi une migration professionnelle circulaire ;

Considérant l'article 13 de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 ;

Déterminés à adopter ensemble les mesures appropriées pour lutter contre la migration irrégulière et les activités criminelles connexes ;

Animés de la volonté d'inscrire leur action dans l'esprit du processus de Rabat et de la conférence Union européenne-Afrique sur la migration et le développement tenue à Tripoli les 22 et 23 novembre 2006, ainsi que de la déclaration du quatrième sommet UE-Afrique qui s'est tenu à Bruxelles les 2 et 3 avril 2014.

Considérant le partenariat spécial entre l'Union européenne et le Cabo Verde du 19 novembre 2007, ainsi que la déclaration commune sur un Partenariat pour la Mobilité entre l'Union européenne et la République du Cabo Verde signée à Bruxelles le 5 juin 2008, qui s'inscrit dans le cadre de l'approche globale sur la migration adoptée par le Conseil de l'Union européenne;

Considérant les liens d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays ;

Dans le respect des droits et garanties prévus par leurs législations respectives et par les traités et conventions internationales, en réaffirmant notamment leur engagement d'assurer le respect des droits de l'Homme et l'élimination de toutes les formes de discrimination fondées entre autres sur l'origine, le sexe, la race, la langue et la religion ;

Envisageant le renforcement du dialogue politique – diplomatique sur la question migratoire soit à travers du Groupe de Travail créé à cet effet, soit lors de la réalisation des réunions de Commission de Partenariat.

Convient de ce qui suit :

Article 1

Objectifs et champ d'application de l'accord

Les dispositions du présent Accord visent à :

- a) favoriser la circulation des personnes ;
- b) organiser les admissions au séjour et la délivrance des autorisations de séjour ;
- c) préciser les procédures de réadmission ;
- d) lutter ensemble contre l'immigration irrégulière ;
- e) renforcer l'intégration des ressortissants d'une Partie légalement établis sur le territoire de l'autre Partie ;
- f) mobiliser les compétences et les ressources des migrants en faveur du développement solidaire.

Article 2

Circulation des personnes

Afin de favoriser la circulation des personnes entre les deux pays, le Luxembourg et le Cabo Verde s'engagent, dans le respect de leurs obligations respectives, à faciliter la délivrance aux ressortissants de l'autre Partie appartenant à l'une des catégories ci-après, d'un visa de court séjour à entrées multiples, permettant un séjour d'un maximum de 90 jours sur une période de six mois et valable de un à cinq ans en fonction de la qualité du dossier présenté, de la durée des activités prévues au Luxembourg ou au Cabo Verde et de celle de la validité du passeport.

Article 3

Sujets

1. Les dispositions du paragraphe qui précède s'appliquent aux catégories de personnes suivantes :

- a) fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales et locales munis d'un ordre de mission,
- b) hommes d'affaires, commerçants, avocats, intellectuels, universitaires, chercheurs, artistes et intermittents du spectacle, sportifs de haut niveau ou
- c) cadres permanents de syndicats et d'organisations non gouvernementales régulièrement établis sur le territoire de chacune des Parties, qui participent activement aux relations économiques, commerciales, professionnelles, universitaires, scientifiques, culturelles ou sportives entre les deux pays.

2. Ces dispositions s'appliquent sous réserve des impératifs de la lutte contre la fraude documentaire, le trafic des stupéfiants, la criminalité transfrontalière, l'immigration irrégulière et le travail illégal et des autres impératifs d'ordre public et de sécurité intérieure.

Article 4

Maintien du droit de séjour d'un étudiant pour l'acquisition d'une première expérience professionnelle

Pour l'acquisition d'une première expérience professionnelle, une autorisation de séjour temporaire pour travailleur salarié valable pour une durée maximale de deux ans peut être délivrée au ressortissant cap-verdien qui, conformément à la loi modifiée de 29 août 2008 sur la libre circulation de personnes et l'immigration, a achevé avec succès, dans un établissement d'enseignement supérieur luxembourgeois un cycle de formation ayant conduit à un diplôme final d'enseignement supérieur et souhaite, dans la perspective de son retour au Cabo Verde, compléter au Luxembourg sa formation académique par une activité salariée en relation directe avec sa formation.

Article 5

Echange de jeunes professionnels

1. Les deux Parties conviennent de développer entre elles des échanges de jeunes professionnels cap-verdiens ou luxembourgeois, âgés de 18 à 35 ans, déjà engagés ou entrant dans la vie active et désireux de venir au Luxembourg ou au Cabo Verde pour améliorer leurs perspectives de carrière grâce à une expérience de travail salarié dans une entreprise qui exerce une activité de nature sanitaire, sociale, agricole, artisanale, industrielle, commerciale ou libérale.
2. Ces jeunes doivent être titulaire d'un diplôme correspondant à la qualification requise pour l'emploi offert ou posséder une expérience professionnelle dans le domaine d'activité concerné. Les postes correspondants ne doivent pas avoir été déclarés vacants. Dans le cas de professions réglementées, les conditions d'exercice sont définies par l'Etat d'accueil. La durée de l'échange peut s'étendre de trois mois à dix-huit mois.
3. Les jeunes professionnels luxembourgeois et capverdiens ne peuvent pas poursuivre leur séjour sur le territoire de l'Etat d'accueil à l'expiration de la période autorisée d'emploi. Les deux Parties s'engagent à prendre les mesures visant à garantir le retour effectif du jeune professionnel dans son pays.

4. Le nombre de jeunes professionnels capverdiens et luxembourgeois admis de part et d'autre ne peut pas dépasser 10 par an. Toute modification de ce contingent pour l'année suivante peut être décidée par simple échange de lettres entre les autorités compétentes des deux Etats avant le 1er décembre de l'année en cours.

5. Les modalités de mise en œuvre de cet article figurent en annexe I au présent Accord.

Article 6

Autorisation de séjour selon procédure allégée

1. Une autorisation de séjour pour travailleur salarié au Luxembourg est délivrée selon une procédure allégée au ressortissant cap-verdien pour exercer un des métiers énumérés sur la liste en annexe II au présent Accord.

Cette liste de métiers peut être modifiée par échange de lettres entre les deux Parties.

2. Pour faciliter la formation professionnelle, l'accueil et l'intégration des travailleurs salariés, le nombre d'autorisations de séjour mentionnées au premier alinéa susceptibles d'être délivrées annuellement est limité à 50.

Article 7

Stages professionnels non rémunérés

1. Les citoyens luxembourgeois et capverdiens qui veulent réaliser un stage professionnel non rémunéré dans une entreprise ou un organisme professionnel reconnu au Luxembourg et au Cabo Verde doivent présenter un document émis par une entreprise ou par un organisme de formation attestant leur admission au ou au programme de formation, de même que la durée du stage ou de la formation qui ne peut dépasser 12 mois.

2. Afin que l'autorisation de séjour requise puisse être délivrée, les candidats doivent faire preuve de moyens financiers suffisants pour assurer leur déplacement et séjour au pays d'accueil pour la durée du stage ou de la formation, de même que le retour dans leur pays d'origine.

Article 8

Assurance sociale

Les dispositions prévues par la Convention sur la Sécurité Sociale entre le Grand Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde sont applicables aux salariés et aux stagiaires mentionnés au présent Accord.

Article 9

**Réadmission des personnes
en situation irrégulière**

1. Le Luxembourg et le Cabo Verde, conformément au principe d'une responsabilité partagée en matière de lutte contre l'immigration irrégulière, réadmettent sur leur territoire, à la demande de l'autre Partie et dans le respect de la dignité et des droits fondamentaux des personnes, leurs ressortissants en situation irrégulière sur le territoire de l'autre Partie.
2. Dans le respect des procédures et des délais légaux et réglementaires en vigueur au Luxembourg et au Cabo Verde, les deux Parties procèdent à l'identification de leurs ressortissants et à la délivrance des laissez-passer consulaires nécessaires à leur réadmission sur base des documents et procédures repris en annexe III au présent Accord.
3. Le Luxembourg et le Cabo Verde et s'informent mutuellement des résultats des recherches effectuées pour déterminer la nationalité de la personne en situation irrégulière afin de procéder à sa réadmission dans les meilleurs délais.
4. Les frais relatifs au transport jusqu'à la frontière de la Partie ayant accepté la réadmission d'un de ses ressortissants incombent à la Partie ayant demandé la réadmission.
5. Si postérieurement à une réadmission, il apparaît que la personne concernée ne possède pas la nationalité de la Partie ayant préalablement accepté la réadmission, il est procédé à son retour sur le territoire de la Partie ayant demandé la réadmission, qui en supportera les frais.
6. Les deux Parties s'informent réciproquement, par la voie diplomatique, des points de contacts et des modalités pratiques permettant la bonne mise en œuvre des dispositions du présent article.
7. Le présent article cessera d'être applicable à la date de l'entrée en vigueur de l'Accord de réadmission entre le Cabo Verde et l'Union européenne et de son Protocole d'application entre le Cabo Verde et les Etats du BENELUX.

Article 10

**Intégration des ressortissants de l'une des Parties
régulièrement établis sur le territoire de l'autre Partie**

1. Les deux Parties réaffirment leur attachement au principe de bonne intégration de leurs ressortissants établis régulièrement sur le territoire de l'autre Partie.
2. Le Luxembourg et le Cabo Verde s'engagent également à mettre en œuvre des mesures incitatives concertées destinées à permettre la réinsertion au Cabo Verde de ressortissants capverdiens installés régulièrement au Luxembourg depuis plus de deux ans et volontaires pour un retour vers leur pays d'origine. Parallèlement, les deux Parties encouragent la réinsertion des étudiants dans leur pays d'origine à la suite de l'expérience professionnelle prévue à l'article 4 du présent Accord.

Article 11

Développement solidaire

1. Le Luxembourg et le Cabo Verde examineront les meilleurs moyens de mobiliser les compétences et les ressources des migrants capverdiens résidant au Luxembourg en vue d'actions en faveur du développement du Cabo Verde.
2. Le Luxembourg et le Cabo Verde conviennent de promouvoir les instruments financiers dans le but de faciliter les transferts de fonds des migrants et leur investissement dans des activités participant au développement économique du Cabo Verde.

Article 12

Comité de suivi

Les deux Parties décident de créer un comité de suivi de l'application du présent Accord composé de représentants des administrations des deux Parties. Le comité se réunit au moins une fois par an dans l'un ou l'autre pays. Le comité a pour missions :

- a) l'observation des flux migratoires ;
- b) le suivi des résultats des actions mentionnées dans le présent Accord et l'évaluation de leurs résultats ;
- c) la formulation de toutes propositions utiles y compris de coopération dans les domaines couverts par le présent Accord pour en améliorer les effets.

Article 13

Dispositions finales

Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de la dernière notification de l'accomplissement par chacune des Parties des procédures constitutionnelles requises.

Il est conclu pour une durée indéterminée pouvant être modifiée par accord entre les deux Parties.

Il peut être dénoncé par la voie diplomatique par l'une ou l'autre des Parties avec un préavis de trois mois par la voie diplomatique. La dénonciation ne remet pas en cause les droits et obligations des Parties résultant de la mise en œuvre du présent accord sauf si les Parties en décident autrement d'un commun accord.

Les difficultés d'interprétation et d'application du présent accord sont réglées au sein du comité de suivi prévu à l'article 12 ou, à défaut, par la voie diplomatique.

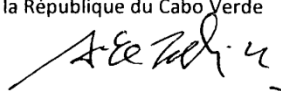
En foi de quoi les représentants des Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord, établi en double exemplaire, en langue française et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi.

Fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015

Pour l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg



Pour la République du Cabo Verde



ANNEXE I

Les autorités gouvernementales chargées de la mise en œuvre de l'article 5.2 intitulé « Echange de jeunes professionnels » sont :

Pour la Partie luxembourgeoise : le Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de l'Immigration.

Pour la Partie capverdienne : le Ministère de la Jeunesse, Emplois et Développement des Ressources Humaines.

Les jeunes professionnels qui désirent bénéficier de ces dispositions de l'article 5.2 doivent en faire la demande à l'organisme chargé dans leur Etat de centraliser et de présenter les demandes. La désignation de ces organismes fait l'objet d'un échange de lettres entre les deux Parties.

Les jeunes professionnels doivent joindre à leur demande toutes les indications nécessaires sur leurs diplômes ou leur expérience professionnelle et faire connaître également l'entreprise pour laquelle ils sollicitent l'autorisation de travail.

Il appartient à l'un ou à l'autre des organismes précités d'examiner cette demande et de la transmettre, lorsque les conditions prévues sont remplies, à l'organisme de l'autre Etat, en tenant compte du contingent annuel auquel il a droit. Ces organismes font tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans les meilleurs délais.

Pour faciliter les recherches d'emploi des candidats, les organismes désignés mettent à leur disposition la documentation nécessaire pour la recherche d'un employeur et prennent toutes dispositions utiles afin de faire connaître aux entreprises les possibilités offertes par les échanges de jeunes professionnels. Des informations sur les conditions de vie et de travail dans l'Etat d'accueil sont également mises à la disposition des intéressés.

Les autorités gouvernementales mentionnées ci-dessus font tous leurs efforts pour que les jeunes professionnels puissent recevoir des autorités administratives compétentes, dans les meilleurs délais, le visa d'entrée et l'autorisation de séjour prévus par la législation en vigueur dans l'Etat d'accueil et pour que les difficultés qui pourraient éventuellement surgir soient réglées le plus rapidement possible.

Les jeunes professionnels bénéficient de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'Etat d'accueil pour tout ce qui concerne l'application des lois, règlements et usages régissant les relations et conditions de travail, la protection sociale, la santé, l'hygiène et la sécurité au travail. Ils reçoivent de leur employeur un salaire équivalent à celui versé aux ressortissants de l'Etat d'accueil travaillant dans les mêmes conditions.

Le conjoint et les enfants des jeunes professionnels ne peuvent bénéficier de la procédure de regroupement familial.

ANNEXE II

LISTE DES MÉTIERS OUVERTS AUX RESSORTISSANTS DU CABO VERDE POUR LESQUELS
L'AUTORISATION DE SEJOUR PEUT ETRE DELIVREE SELON UNE PROCEDURE ALLEGEE (article 6.1 de
l'Accord)

- 1 Directeurs, cadres de direction et gérants
 - 12 Directeurs de services administratifs et commerciaux
 - 121 Directeurs de services administratifs
 - 122 Directeurs et cadres de direction, ventes, commercialisation et développement
 - 13 Directeurs et cadres de direction, production et services spécialisés
 - 133 Directeurs et cadres de direction, technologies de l'information et des communications
- 2 Professions intellectuelles et scientifiques
- 21 Spécialistes des sciences techniques
 - 211 Physiciens, chimistes et assimilés
 - 212 Mathématiciens, actuaires et statisticiens
 - 213 Spécialistes des sciences de la vie
 - 214 Spécialistes, sciences techniques (sauf électrotechniques)
 - 215 Ingénieurs de l'électrotechnique
 - 216 Architectes, urbanistes, géomètres et concepteurs
- 22 Spécialistes de la santé
 - 221 Médecins
 - 222 Cadres infirmiers et sages-femmes
 - 223 Spécialistes des médecines traditionnelles et des médecines complémentaires
 - 224 Praticiens paramédicaux
 - 226 Autres spécialistes des professions de la santé

- 24 Spécialistes en administration d'entreprises
 - 241 Spécialistes en finances
 - 242 Spécialistes des fonctions administratives
 - 243 Spécialistes des ventes, de la commercialisation et des relations publiques
- 25 Spécialistes des technologies de l'information et des communications
 - 251 Concepteurs et analystes de logiciels et de multimédia
 - 252 Spécialistes des bases de données et des réseaux d'ordinateurs
- 26 Spécialistes de la justice, des sciences sociales et de la culture
 - 261 Juristes
 - 263 Spécialistes des sciences sociales et du clergé

ANNEXE III

IDENTIFICATION DE NATIONAUX (article 9.2 de l'Accord)

1. La nationalité de la personne est considérée comme établie sur la base d'un des documents suivants en cours de validité et donne lieu à la délivrance immédiate d'un laissez-passer consulaire :

- carte d'identité ;
- certificat de nationalité ;
- décret de naturalisation ;
- carte d'immatriculation consulaire ;
- livret militaire.

Un laissez-passer consulaire périmé permet également d'établir la nationalité et donne lieu à la délivrance immédiate d'un nouveau laissez-passer consulaire.

Si la personne concernée est en possession d'un passeport en cours de validité, la réadmission s'effectue sans délivrance d'un laissez-passer consulaire.

2. La nationalité de la personne est considérée comme présumée sur la base d'un des documents suivants :

- l'un des documents périmés mentionnés à l'alinéa précédent à l'exception du laissez-passer consulaire ;
- un document émanant des autorités officielles de la partie requise et mentionnant l'identité de l'intéressé ;
- un acte de naissance ;
- une autorisation ou un titre de séjour d'étranger, même périmé(e) ;
- la photocopie de l'un des documents précédemment énumérés ;

les déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie.

Si, après vérification des documents énumérés à l'alinéa 2, la nationalité peut être établie, un laissez-passer consulaire est immédiatement délivré afin de permettre le retour de la personne concernée.

3. En cas de doutes sur la nationalité, le représentant compétent des services consulaires procède, dans un délai de 48 heures suivant la réception de la demande de délivrance de laissez-passer consulaire, à l'audition de la personne concernée dans les établissements pénitentiaires, dans les centres ou locaux de rétention administrative ou dans les locaux diplomatiques ou consulaires.

Lors de cette audition, la partie requérante peut présenter à l'autre Partie tout document autre que ceux mentionnés aux alinéas 1 et 2 et pouvant contribuer à déterminer la nationalité de la personne concernée.

A l'issue de cette audition, soit le laissez-passer consulaire est immédiatement délivré, soit il est procédé à des vérifications complémentaires auprès des autorités centrales compétentes qui donnent leur réponse dans un délai de dix jours calendaires à compter de la réception de la demande de laissez-passer consulaire.

[PORTUGUESE TEXT – TEXTE PORTUGAIS]

ACORDO

ENTRE

O ESTADO DO GRÃO-DUCADO DO LUXEMBURGO

E A REPÚBLICA DE CABO VERDE

RELATIVO À GESTÃO CONCERTADA DO FLUXO MIGRATÓRIO

E DESENVOLVIMENTO SOLIDÁRIO

O Estado do Grão-Ducado do Luxemburgo e a República de Cabo Verde, a seguir denominadas as Partes;

Convencidos de que os fluxos migratórios contribuem para a aproximação entre os povos e que a sua gestão concertada constitui um factor de desenvolvimento económico, social e cultural para os respectivos países;

Considerando que os movimentos migratórios devem ser concebidos numa perspectiva favorável ao desenvolvimento e que não devem traduzir-se numa perda definitiva para o país de origem dos seus recursos em competência e dinamismo;

Constatando que a migração deve favorecer o enriquecimento do país de origem através das transferências de fundos dos migrantes mas também da formação e experiência que estes adquirem durante a sua estada no país de acolhimento;

Decididos a tudo fazer para encorajar uma migração temporária baseada na mobilidade e no encorajamento ao retorno para o país de origem, em particular dos estudantes, os profissionais altamente qualificados e os quadros e promover assim uma migração profissional circular;

Considerando o artigo 13º do acordo de parceria entre os Estados membros do Grupo dos Estados da África, Caraíbas e Pacífico, de um lado, e a Comunidade Europeia, por outro lado, assinado em Cotonou em 22 de Junho de 2000;

Determinados a adoptar juntos as medidas apropriadas para lidar contra a migração irregular e as actividades criminais conexas;

Animados pela vontade de inscrever as suas acções no espírito do processo de Rabat e da Conferência União Europeia – África sobre a migração e desenvolvimento realizada em Trípoli, a 22 e 23 de Novembro de 2006, assim como a Declaração da Quarta Cimeira UE – África realizada em Bruxelas a 3 e 4 de Abril de 2014;

Considerando a Parceria Especial entre a União Europeia e Cabo Verde de 19 de Novembro de 2007, assim como a Declaração Comum sobre uma Parceria para a Mobilidade entre a União Europeia e a República de Cabo Verde, assinada em Bruxelas a 5 de Junho de 2008, que se inscreve no quadro da Abordagem Global sobre a Migração adoptada pelo Conselho da União Europeia;

Considerando os laços de amizade e cooperação que unem os dois países;

No respeito dos direitos e garantias previstos pelas respectivas legislações e pelos tratados e convenções internacionais, afirmando o seu compromisso de assegurar o seu respeito dos direitos do homem e a eliminação de todas as formas de discriminação baseadas, entre outros, na origem, sexo, raça, língua e religião;

Visando o reforço do diálogo político diplomático sobre a questão migratória, seja através do Grupo de Trabalho criado para este efeito, seja por ocasião da realização das reuniões da Comissão de Parceria.

Acordam o seguinte:

Artigo 1º

Objectivos e campo de aplicação do Acordo

As disposições do presente Acordo visam:

- a) favorecer a circulação das pessoas;
- b) organizar as admissões à estadia e a concessão das autorizações de estadia;
- c) precisar os procedimentos de admissão;
- d) lutar juntos contra a imigração irregular;

- e) reforçar a integração dos nacionais de uma Parte legalmente estabelecidos no território da outra Parte;
- f) mobilizar as competências e os recursos dos migrantes em favor do desenvolvimento solidário.

Artigo 2º

Circulação das pessoas

Com vista a favorecer a circulação de pessoas entre os dois países, o Luxemburgo e Cabo Verde comprometem-se, no respeito das suas respectivas obrigações, a facilitar a concessão aos nacionais da outra Parte pertencentes a uma das seguintes categorias de um visto de curta duração de múltiplas entradas, permitindo uma estadia no máximo de 90 dias por um período de seis meses e válido de um a cinco anos em função da qualidade do dossier apresentado, da duração das actividades previstas no Luxemburgo ou em Cabo Verde e da validade do passaporte.

Artigo 3º

Objecto

1. As disposições do parágrafo precedente aplicam-se às seguintes categorias de pessoas:
 - a) funcionários do Estado e das colectividades territoriais e locais munidos de uma ordem de missão,
 - b) homens de negócios, comerciantes, advogados, intelectuais, universitários, investigadores, artistas e intermediários de espetáculos, desportistas de alto nível ou
 - c) quadros permanentes de sindicatos e organizações não-governamentais regularmente estabelecidos no território de cada uma das Partes que participem activamente nas relações económicas, comerciais, profissionais universitárias, científicas, culturais ou desportivas entre os dois países.

2. Estas disposições aplicam-se sob reserva da luta contra a fraude documental, o tráfico de estupefacientes, a criminalidade transfronteiriça, a imigração irregular e o trabalho irregular e outros imperativos de ordem pública e de segurança interna.

Artigo 4º

Manutenção do direito de estadia de um estudante para a aquisição de uma primeira experiência profissional

Para a aquisição de uma primeira experiência profissional, uma autorização de estadia temporária para trabalhar como assalariado válido por uma duração máxima de dois anos pode ser atribuída a um nacional cabo-verdiano que, de conformidade com a lei modificada de 29 de Agosto de 2008 sobre a livre circulação de pessoas e a imigração, completou com sucesso, num estabelecimento de ensino superior luxemburguês, um ciclo de formação que conduziu a um diploma final do ensino superior e deseja, na perspectiva do seu regresso a Cabo Verde, completar no Luxemburgo a sua formação académica com uma actividade assalariada directamente ligada à sua formação

Artigo 5º

Intercâmbio de jovens profissionais

1. As duas Partes acordam desenvolver entre si intercâmbios de jovens profissionais cabo-verdianos ou luxemburgueses, com idade compreendida entre os 18 e 35 anos, já integrados na vida activa e desejosos de vir ao Luxemburgo ou a Cabo Verde para melhorarem as suas perspectivas de carreira graças a uma experiência de trabalho assalariado numa empresa que exerce uma actividade de natureza sanitária, social, agrícola, artesanal, industrial, comercial ou liberal.

2. Estes jovens devem ser titulares de um diploma correspondente à qualificação exigida para o emprego oferecido ou possuir uma experiência profissional no domínio da actividade em causa. Os postos correspondentes não devem ser declarados vagos. No caso das profissões regulamentadas, as condições do exercício são definidos pelo Estado de acolhimento. A duração do intercâmbio pode ser de três a dezoito meses.
3. Os jovens profissionais luxemburgueses e cabo-verdianos não podem continuar a sua estadia no território do Estado de acolhimento após a expiração do período de emprego autorizado. As duas Partes comprometem-se a tomar as medidas visando o regresso efectivo do jovem profissional ao seu país.
4. O número de jovens profissionais cabo-verdianos e luxemburgueses admitidos por uma Parte e por outra não pode ultrapassar 10 por ano. Qualquer modificação deste contingente para o ano seguinte pode ser decidido por simples troca de cartas entre as autoridades competentes dos dois Estados antes do 1º de Dezembro do ano em curso.
5. As modalidades de aplicação deste artigo figuram no anexo 1 do presente Acordo.

Artigo 6º

Autorização de Estadia segundo procedimento simplificado

1. Uma autorização de estadia para trabalhar como assalariado no Luxemburgo será emitida segundo procedimento simplificado aos nacionais cabo-verdianos para exercerem as actividades enumeradas na lista constante do Anexo II do presente Acordo. Esta lista de profissões pode ser modificada por troca de cartas entre as duas Partes.
2. Para facilitar a formação profissional, o acolhimento e a integração dos trabalhadores assalariados, o número de autorizações de estadia mencionado no número 1 susceptível de ser emitida anualmente é limitado a 50.

Artigo 7º

Estágios profissionais não remunerados

1. Os cidadãos luxemburgueses e cabo-verdianos que desejem realizar um estágio profissional não remunerado numa empresa ou organismo profissional reconhecido no Luxemburgo ou em Cabo Verde devem apresentar um documento emitido por uma empresa ou por um organismo de formação atestando a sua admissão ao programa de formação, assim como a duração do estágio ou da formação que não podem ultrapassar 12 meses.
2. Para que a autorização de estadia solicitada possa ser concedida, os candidatos devem fazer prova de meios financeiros suficientes para assegurar a sua deslocação e estadia no país de acolhimento para a duração do estágio ou da formação, assim como para o regresso ao seu país de origem.

Artigo 8º

Segurança social

As disposições previstas pela Convenção sobre a Segurança Social entre o Grão-Ducado do Luxemburgo e a República de Cabo Verde são aplicáveis aos assalariados e aos estagiários mencionados no presente Acordo.

Artigo 9º

Readmissão de pessoas em situação irregular

1. O Luxemburgo e Cabo Verde, de acordo com o princípio da responsabilidade partilhada em matéria de luta contra a imigração irregular, readmitirão no seu território, a pedido da outra Parte e no respeito da dignidade e dos direitos fundamentais das pessoas, os seus nacionais em situação irregular no território da outra Parte.

2. No respeito dos procedimentos e prazos legais em vigor no Luxemburgo e em Cabo Verde, as duas Partes procedem à identificação dos seus nacionais e à emissão do laissez-passer consular necessário à sua readmissão com base nos documentos e procedimentos retomados no anexo III do presente Acordo.
3. O Luxemburgo e Cabo Verde informar-se-ão mutuamente dos resultados das investigações efectuadas para apurar a nacionalidade da pessoa em situação irregular com vista a proceder à sua readmissão o mais rapidamente possível.
4. Os custos relativos ao transporte até à fronteira do país que tiver aceite a readmissão de um dos seus nacionais será suportado pela Parte que tiver solicitado a readmissão.
5. Se após uma readmissão se concluir que a pessoa em causa não possuía a nacionalidade da Parte que aceitou previamente a readmissão, proceder-se-á ao seu retorno ao território da Parte que tiver solicitado a readmissão que suportará os custos.
6. As duas Partes informam-se reciprocamente, por via diplomática, dos pontos de contacto e das modalidades práticas que permitam a boa aplicação das disposições do presente artigo.
7. O presente artigo deixará de ser aplicável na data da entrada em vigor do Acordo de Readmissão entre Cabo Verde e a União Europeia e do seu Protocolo de Aplicação entre Cabo Verde e os Estados do Benelux.

Artigo 10º

Integração dos nacionais de uma das Partes em situação regular no território da outra Parte

1. As duas Partes reafirmam o seu compromisso com o princípio de boa integração dos seus nacionais em situação regular no território da outra Parte.

2. O Luxemburgo e Cabo Verde comprometem-se a tomar medidas visando a reinserção em Cabo Verde dos nacionais cabo-verdianos instalados regularmente no Luxemburgo há mais de dois anos e promover um retorno voluntário ao seu país de origem. Paralelamente, as duas Partes encorajam a reinserção de estudantes no seu país de origem na sequência da experiência profissional prevista no artigo 4º do presente Acordo.

Artigo 11º

Desenvolvimento solidário

1. O Luxemburgo e Cabo Verde examinarão as melhores formas de mobilizar as competências e os recursos dos migrantes cabo-verdianos residentes no Luxemburgo com vista a desenvolverem acções em prol do desenvolvimento de Cabo Verde.
2. O Luxemburgo e Cabo Verde acordam promover os instrumentos financeiros com vista a facilitar a transferência de fundos dos migrantes e o seu investimento em actividades que contribuem para o desenvolvimento económico de Cabo Verde.

Artigo 12º

Comité de Seguimento

As duas Partes decidem criar um Comité de Seguimento de aplicação do presente Acordo composto por representantes das administrações das duas Partes. O Comité reúne-se pelo menos uma vez por ano num ou noutro país. O Comité tem por missão:

- a) a observação dos fluxos migratórios;
- b) o seguimento dos resultados das acções mencionadas no presente Acordo e a avaliação dos seus resultados;
- c) a formulação de qualquer proposta útil, nomeadamente de cooperação nos domínios abrangidos pelo presente Acordo com vista a melhorar os seus efeitos.

Artigo 13º

Disposições finais

O Presente Acordo entrará em vigor no primeiro dia do segundo mês seguinte à data da última notificação do cumprimento por cada uma das Partes dos procedimentos constitucionais exigidos.

Ele tem duração por tempo indeterminado podendo ser modificado mediante acordo entre as duas Partes.

Ele pode ser denunciado, pela via diplomática, por uma ou outra Parte mediante pré-aviso de três meses. A denúncia não põe em causa os direitos e obrigações das Partes resultantes da aplicação do presente Acordo, salvo se as Partes decidirem de outro modo de comum acordo.

As dificuldades de interpretação e de aplicação do presente Acordo serão resolvidas no seio do Comité de Seguimento previsto no artigo 12º ou por via diplomática quando não resolvidas pelo Comité de Seguimento.

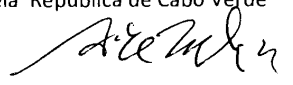
Em fé do que, os representantes das Partes, devidamente autorizados para este efeito, assinam o presente Acordo, em dois exemplares, em língua francesa e em língua portuguesa, os dois textos fazendo igualmente fé.

Feito no Luxemburgo, aos 13 de Outubro de 2015.

Pelo Estado do Grão-Ducado de Luxemburgo



Pela República de Cabo Verde



ANEXO I

As autoridades governamentais encarregados da implementação do artigo 5º nº 2 intitulado «Intercâmbio de jovens profissionais» são:

Pela Parte luxemburguesa: o Ministério dos Negócios Estrangeiros e Europeus, Direção de Imigração.

Pela Parte cabo-verdiana: O Ministério da Juventude, Emprego e Desenvolvimento dos Recursos Humanos.

Os jovens profissionais que desejam beneficiar do disposto no artigo 5º nº 2 devem fazer uma solicitação ao organismo encarregado, no seu Estado, de centralizar e apresentar os pedidos. A denominação destes organismos são objecto de intercâmbio de cartas entre as duas Partes.

Os jovens profissionais devem juntar ao seu pedido todas outras indicações necessárias sobre os seus diplomas, a sua experiência profissional e fazer conhecer, de igual modo a empresa para à qual eles solicitam a autorização de trabalho.

Cabe a um ou outro organismo o dever de examinar essas solicitações e de as transmitir, se as condições previstas foram preenchidas, ao organismo do outro Estado, tendo em conta o número de contingente anual à que ele tem direito. Estes organismos farão todo o possível para assegurar a instrução dos pedidos da melhor forma.

Para facilitar a procura de emprego aos candidatos, os organismos referidos colocam à disposição dos candidatos a documentação necessária para a pesquisa de um empregador e tomar todas as providências úteis com vista a levar ao conhecimento das empresas as possibilidades oferecidas para o intercâmbio dos jovens profissionais. As informações sobre as condições de vida e de trabalho no Estado acolhedor são de igual modo postas à disposição dos interessados.

As autoridades governamentais supra referidas esforçam-se para que os jovens profissionais possam obter, das autoridades administrativas competentes, com a urgência que couber, o visto de entrada e a autorização de estadia prevista pela legislação em vigor no Estado acolhedor e zelar para que as eventuais dificuldades que possam surgir sejam resolvidas o mais rapidamente possível.

Os jovens profissionais beneficiam de igualdade de tratamento em relação aos nacionais do Estado acolhedor no que diz respeito à aplicação das leis, regulamentos e uso legal das relações e condições de trabalho, a protecção social, a saúde, a higiene e a segurança no trabalho. Eles recebem do seu empregador um salário equivalente ao dos nacionais do Estado acolhedor, para tipos e condições de trabalhos equivalentes.

Os cônjuges e os filhos dos jovens profissionais não podem beneficiar das disposições do reagrupamento familiar.

ANEXO II

LISTA DE ACTIVIDADES PERMITIDAS AOS NACIONAIS DE CABO VERDE PARA AS
QUAIS É POSSIVEL ATRIBUIR UMA AUTORIZAÇÃO DE ESTADIA SEGUNDO AS
DISPOSIÇÕES DO (artigo 6º nº1 do Acordo)

1. Directores, quadros de direcção e gerentes,
 - 12 Directores de serviços administrativos e comerciais
 - 121 Directores dos serviços administrativos
 - 122 Directores e quadros de direcção, vendas, comercialização e desenvolvimento
 - 13 Directores e quadros de direcção, produção e serviços especializados
 - 133 Directores e quadros de direcção, tecnologias de informação e de comunicação
2. Profissões intelectuais e científicas
 - 21 Especialistas de ciências técnicas
 - 211 Físicos, químicos e semelhantes
 - 212 Matemáticos, contabilistas e estatísticos
 - 213 Especialistas das ciências da vida
 - 214 Especialistas, ciências técnicas (excepto eletrotécnicos)
 - 215 Engenheiros de eletrotécnica
 - 216 Arquitectos, urbanistas, géometras e designers
 - 22 Especialistas de saúde
 - 221 Médicos
 - 222 Quadros de enfermagem e funcionários da saúde
 - 223 Especialistas de medicina tradicional e de medicina complementar
 - 224 Profissionais paramédicos
 - 225 Outros especialistas de profissão da saúde

24 Especialistas em administração de empresas

241 Especialistas em finanças

242 Especialistas em funções administrativas

243 Especialistas de vendas, de comercialização e de relações públicas

25 Especialistas de tecnologias de informação e de comunicações

251 Designers e analistas de logística e de multimédia

252 Especialistas de base de dados e de rede de computadores

26 Especialistas de justiça, das ciências sociais e da cultura

261 Juristas

263 Especialistas em ciências sociais e do clero

ANEXO III

IDENTIFICAÇÃO DOS NACIONAIS (artigo 9ºnº 2. do Acordo)

1. A nacionalidade da pessoa é considerada como estabelecida com base nos seguintes documentos válidos e permite a emissão imediata de um salvo-conduto consular:

- Bilhete de Identidade;
- Certificado de Nacionalidade;
- Registro de naturalização;
- Carta de inscrição consular;
- Cartão militar.

Um salvo-conduto consular caducado permite, igualmente, estabelecer a nacionalidade e possibilita a emissão imediata de um salvo-conduto consular.

Se a pessoa, em questão se encontra na posse de um passaporte válido, a readmissão é efectuada sem a entrega de salvo-conduto consular.

2. A nacionalidade da pessoa é considerada como presumida com base num dos seguintes documentos:

- Um dos documentos caducados, referidos no número precedente, excepto um salvo-conduto consular;
- Um documento emitido pelas autoridades oficiais da parte que o solicita e menciona a identidade do interessado;
- Uma certidão de nascimento;
- uma autorização ou título de residência do estrangeiro, mesmo que caducado (s);

-uma fotocópia de um dos documentos supra enumerados;

As declarações do interessado devem ser recolhidas pelas autoridades administrativas ou judiciárias da Parte.

Se após a verificação dos documentos mencionados no nº 2, a nacionalidade for estabelecida, um salvo-conduto consular é emitido de imediato a fim de permitir o regresso da pessoa em questão.

3. Em caso de dúvidas relativa à nacionalidade, o representante dos serviços consulares procede, dentro de um prazo de 48 horas após a recepção do pedido da emissão de salvo-conduto consular, uma audição à pessoa em questão nos estabelecimentos penitenciários, nos centros e locais de retenção administrativa ou nos locais diplomáticos ou consulares.

Mediante essa audição, a parte solicitante pode apresentar à outra Parte todos outros documentos, além dos que foram mencionados nos nºs 1 e 2 que possam contribuir para determinar a nacionalidade da pessoa em questão.

Finda a audição, o salvo-conduto consular é emitido de imediatamente ou então prosseguir-se-á com verificações complementares junto das autoridades centrais competentes, que devem responder num prazo de dez dias a partir da data da recepção da solicitação do salvo-conduto consular.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE STATE OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND THE REPUBLIC OF CABO VERDE ON JOINT MANAGEMENT OF MIGRATORY FLOWS AND ON SOLIDARITY-BASED DEVELOPMENT

The State of the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cabo Verde, hereinafter referred to as “the Parties”,

Convinced that migratory flows contribute to a rapprochement between peoples and that the joint management thereof is a factor of the economic, social and cultural development of the countries concerned,

Considering that migration must be thought of from a positive development perspective and should not result in a definitive loss of skilled and dynamic resources for the countries of origin,

Noting that migration should enrich the country of origin through migrant remittances and also through the training and experience acquired by migrants during their stay in the host country,

Committed to making every effort to encourage temporary migration based on mobility and incentives for returning skills to the country of origin, particularly for students, highly qualified professionals and managers, and thus to promoting circular labour migration,

Considering article 13 of the Partnership Agreement between the members of the African, Caribbean and Pacific Group of States of the one part, and the European Community and its Member States of the other part, signed in Cotonou on 23 June 2000,

Determined to adopt appropriate joint measures to combat irregular immigration and related criminal activities,

Desiring to act in the spirit of the Rabat process and of the European Union and African States Ministerial Conference on Migration and Development, held in Tripoli on 22 and 23 November 2006, as well as of the declaration of the fourth European Union-Africa Summit, held in Brussels on 2 and 3 April 2014,

Considering the special partnership between the European Union and Cabo Verde of 19 November 2007 and the joint declaration on a mobility partnership between the European Union and the Republic of Cabo Verde, signed in Brussels on 5 June 2008, which forms part of the global approach to migration adopted by the Council of the European Union,

Considering the ties of friendship and cooperation between the two countries,

In compliance with the rights and guarantees established by their respective laws and international treaties and conventions, reaffirming in particular their commitment to respect for human rights and the elimination of all forms of discrimination on grounds of, inter alia, origin, sex, race, language and religion,

With a view to strengthening political and diplomatic dialogue on the migration issue, either through the working group created for that purpose or during the meetings of the Partnership Commission,

Have agreed as follows:

Article 1. Objectives and scope of the Agreement

The provisions of this Agreement are intended:

- (a) To encourage the movement of persons;
- (b) To facilitate the granting of residence and the issuance of residence permits;
- (c) To specify the readmission procedures;
- (d) To jointly combat irregular immigration;
- (e) To strengthen the integration of nationals of one Party lawfully residing in the territory of the other Party;
- (f) To harness the skills and resources of migrants for solidarity-based development.

Article 2. Movement of persons

In order to assist the movement of persons between the two countries, Luxembourg and Cabo Verde shall undertake, in compliance with their respective obligations, to facilitate the issuance, to nationals of the other Party pertaining to one of the categories listed below, of a multiple-entry short-stay visa, allowing a stay of up to 90 days in a six-month period and valid for between one and five years, depending on the quality of the application submitted, the duration of the activities planned in Luxembourg or in Cabo Verde, and the duration of validity of the applicant's passport.

Article 3. Subjects

1. The provisions of the previous paragraph shall apply to the following categories of persons:

- (a) National, regional and local government officials with a mission order;
- (b) Businesspersons, merchants, lawyers, intellectuals, academics, scientists, artists and contract workers in the entertainment industry, and high-level athletes;
- (c) Full-time managers of trade unions and non-governmental organizations lawfully established in the territory of each Party who are actively involved in economic, commercial, professional, academic, scientific, cultural or sports relations between the two countries.

2. These provisions shall apply subject to the imperatives of combating document fraud, drug trafficking, cross-border crime, irregular immigration and illegal work and other public order and internal security imperatives.

Article 4. Retention of the right of residence by students to gain initial professional experience

For the purpose of gaining initial professional experience, temporary residence permits for salaried workers valid for up to two years may be issued to nationals of Cabo Verde who, in accordance with the amended Act of 29 August 2008 on the free movement of persons and immigration, have successfully completed a course of studies at a higher education institute in Luxembourg that leads to a final higher education degree and who wish to complete their academic training in Luxembourg by taking up a salaried position relating directly to their training before returning to Cabo Verde.

Article 5. Exchange of young professionals

1. The two Parties agree to foster exchanges between the two countries of young professionals from Cabo Verde or Luxembourg, aged between 18 and 35 years, who are already working or are about to begin their professional lives and who wish to go to Luxembourg or to Cabo Verde to enhance their career prospects by taking up a salaried position at a company engaged in health-related, social, agricultural, craft, industrial, commercial or professional activities.

2. These young people shall hold a degree qualifying them for the job offered or possess professional experience in the area concerned. The corresponding posts shall not have been declared vacant. The conditions for regulated occupations shall be established by the host country. The duration of the exchange may range from 3 to 18 months.

3. The young professionals from Luxembourg and Cabo Verde may not continue to reside in the territory of the host country once their work permit expires. The two Parties shall undertake to adopt measures to ensure that the young professionals do in fact return to their country.

4. The number of young professionals from Cabo Verde and Luxembourg admitted by either country may not exceed 10 a year. Any modification of that contingent for the following year may be decided by a simple exchange of letters between the competent authorities of the two States before 1 December of the current year.

5. Details of how this article shall be implemented are set forth in annex I to this Agreement.

Article 6. Residence permits under a simplified procedure

1. Residence permits for salaried workers in Luxembourg shall be issued in accordance with a simplified procedure to a national of Cabo Verde to engage in one of the occupations listed in annex II to this Agreement.

This list of occupations may be modified by an exchange of letters between the two Parties.

2. To facilitate the professional training, reception and integration of salaried workers, the number of residence permits referred to in paragraph 1 of this article that may be issued annually shall be limited to 50.

Article 7. Unpaid professional internships

1. Citizens of Luxembourg and Cabo Verde who wish to participate in an unpaid professional internship at a company or professional organization recognized in Luxembourg or Cabo Verde shall present a document issued by a company or training organization attesting to their admission to the internship or training programme and specifying the duration of the internship or training programme, which may not exceed 12 months.

2. For the required residence permit to be issued, candidates shall demonstrate that they have sufficient financial means for their travel to and stay in the host country for the duration of the internship or training programme, and for their return to their country of origin.

Article 8. Social security

The provisions of the Social Security Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cabo Verde shall apply to the salaried workers and interns referred to in this Agreement.

Article 9. Readmission of irregular immigrants

1. Pursuant to the principle of shared responsibility in combating irregular immigration, Luxembourg and Cabo Verde shall, at the request of the other Party, readmit to their territory their nationals residing irregularly in the territory of the other Party, with respect for the dignity and fundamental human rights of those persons.

2. Observing the legal and regulatory procedures and deadlines in force in Luxembourg and Cabo Verde, the two Parties shall proceed to identify their nationals and issue them the consular passes required for their readmission, based on the documents listed in annex III to this Agreement.

3. Luxembourg and Cabo Verde shall notify each other of the findings of investigations conducted to ascertain the nationality of irregular immigrants in order to proceed to readmit them as soon as possible.

4. The costs of transport to the border of the Party that has agreed to readmit one of its nationals shall be borne by the Party that requested readmission.

5. If it appears, after a person has been readmitted, that such person is not a national of the Party that previously agreed to readmit him or her, such person shall be returned to the territory of the Party that requested readmission at that Party's expense.

6. The two Parties shall notify each other, through the diplomatic channel, of the points of contact and practical modalities for the successful implementation of the provisions of this article.

7. This article shall cease to apply on the date of entry into force of the Agreement between the European Union and the Republic of Cabo Verde on the readmission of persons residing without authorization and its implementing Protocol between Cabo Verde and the States of Belgium, the Netherlands and Luxembourg.

Article 10. Integration of nationals of one Party lawfully residing in the territory of the other Party

1. The two Parties reaffirm their commitment to the principle of the successful integration of their nationals lawfully residing in the territory of the other Party.

2. Luxembourg and Cabo Verde shall undertake to provide coordinated incentives to enable the reintegration into Cabo Verde of nationals of that country who have been legally residing in Luxembourg for more than two years and are willing to return to their country of origin. The two Parties shall also encourage the reintegration of students into their country of origin after gaining the professional experience provided for in article 4 of this Agreement.

Article 11. Solidarity-based development

1. Luxembourg and Cabo Verde shall study the best ways to mobilize the skills and resources of Cabo Verdean migrants residing in Luxembourg for activities to support development in Cabo Verde.

2. Luxembourg and Cabo Verde agree to promote financial instruments to facilitate the transfer of funds by migrants and their investment in activities to promote economic development in Cabo Verde.

Article 12. Monitoring committee

The two Parties agree to establish a committee to monitor implementation of this Agreement, comprising representatives of the two Parties' administrations. The committee shall convene at least once a year in either country. The objectives of the committee are:

- (a) To observe migratory flows;
- (b) To monitor and evaluate the outcomes of the actions provided for in this Agreement;
- (c) To put forward any useful proposals, including cooperation in the areas covered by this Agreement, with a view to enhancing its impact.

Article 13. Final provisions

This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of the last notification that each of the Parties has complied with the required constitutional procedures.

It shall be concluded for an indefinite period and may be amended by agreement between the two Parties.

It may be denounced by either Party with three months' notice through the diplomatic channel. Denunciation shall not affect the rights and obligations of the Parties derived from the implementation of this Agreement, unless the Parties mutually agree otherwise.

Difficulties regarding the interpretation and implementation of this Agreement shall be settled in the monitoring committee referred to in article 12 or, failing that, through the diplomatic channel.

IN WITNESS WHEREOF, the representatives of the Parties, being duly authorized thereto, have signed this Agreement, in two original copies, in the French and Portuguese languages, both texts being equally authentic.

DONE at Luxembourg, on 13 October 2015

For the State of the Grand Duchy of Luxembourg:

[SIGNED]

For the Republic of Cabo Verde:

[SIGNED]

ANNEX I

The governmental authorities responsible for implementing article 5 (2), “Exchange of young professionals”, are:

For the Luxembourg Party: the Directorate of Immigration under the Ministry of Foreign and European Affairs.

For the Cabo Verdean Party: the Ministry of Youth, Employment and Human Resources Development.

Young professionals who desire to benefit from the provisions of article 5 (2) should apply to the agency in their State responsible for consolidating and presenting young professionals’ applications. Such agencies shall be designated by an exchange of letters between the two Parties.

Young professionals shall attach to their application all necessary information regarding their degrees or their professional experience and also state the name of the company for which they are requesting a work permit.

It is incumbent upon one or other of the aforementioned agencies to examine the application and to forward it, if all the prerequisites are fulfilled, to the agency of the other State, bearing in mind the annual quota to which it is entitled. These agencies shall do everything in their power to ensure prompt processing of the applications.

To facilitate candidates’ search for jobs, the designated agencies shall make available to them all the documentation needed to find an employer and shall take any steps that might make companies aware of the opportunities afforded by exchanges of young professionals. Information on living and working conditions in the host country shall also be provided to interested parties.

The aforementioned governmental authorities shall make every effort to ensure that young professionals receive without delay from the competent administrative authorities the entry visa and residence permit provided for in the laws of the host country and that any difficulties that may arise are promptly resolved.

The young professionals shall be treated in the same manner as nationals of the host country in respect of everything to do with the enforcement of laws, regulations and customs governing work relations and conditions, social security, and occupational health, hygiene and safety. They shall receive from their employer a salary equivalent to that paid to nationals of the host country working under the same conditions.

The spouse and children of young professionals shall not benefit from family reunion provisions.

ANNEX II

List of occupations open to nationals of Cabo Verde for which residence permits may be issued under a simplified procedure (article 6 (1) of the Agreement)

1. Directors, executives and managers
12. Directors of administrative and commercial services
121. Directors of administrative services
122. Directors and executives in sales, marketing and development
13. Directors and executives in production and specialized services
133. Directors and executives in information and communications technology
2. Intellectual and scientific professions
21. Specialists in technical sciences
211. Physicists, chemists and related professions
212. Mathematicians, actuaries and statisticians
213. Specialists in life sciences
214. Specialists in technical sciences (excluding electronics)
215. Electrical engineers
216. Architects, urban planners, surveyors and designers
22. Health-care specialists
221. Doctors
222. Nurses and midwives
223. Specialists in traditional and alternative medicines
224. Paramedics
226. Other health-care professionals
24. Specialists in business administration
241. Finance specialists
242. Administrative specialists
243. Specialists in sales, marketing and public relations
25. Information and communications technology specialists
251. Software and multimedia designers and analysts
252. Database and computer network specialists
26. Specialists in justice, social sciences and culture
261. Lawyers
263. Specialists in social sciences and the clergy

ANNEX III

Identification of nationals (article 9 (2) of the Agreement)

1. The nationality of a person shall be considered established on the basis of one of the following documents, if still valid, which shall give rise to the immediate issuance of a consular pass:

- An identity card;
- A national identity document;
- A certificate of naturalization;
- A consular registration card;
- A military identity card;

An expired consular pass shall also serve to establish the nationality of a person and shall give rise to immediate issuance of a new consular laissez-passer.

If the person concerned is in possession of a valid passport, readmission shall take place without issuance of a consular pass.

2. The nationality of a person shall be deemed as presumed on the basis of one of the following documents:

- One of the expired documents referred to in the preceding paragraph, with the exception of the consular pass;
- A document officially issued by the authorities of the requested party, which mentions the identity of the interested party;
- A birth certificate;
- A foreigner's residence permit or document, even if expired;
- A photocopy of one of the documents listed above;
- Statements made by the person concerned duly taken by the administrative or judicial authorities of the Party.

If the person's nationality can be established after the documents listed in paragraph 2 have been verified, a consular pass shall be issued immediately to allow the person concerned to return.

3. If there are doubts as to the person's nationality, the competent representative of the consular services shall, within 48 hours of receiving the request for the issuance of a consular pass, conduct a hearing with the person concerned at a prison, a centre or premises for administrative detention, or diplomatic or consular premises.

During the hearing, the requesting Party may present to the other Party any document other than those referred to in paragraphs 1 and 2 that may assist in determining the nationality of the person concerned.

Following the hearing, either a consular pass shall be immediately issued or additional verification shall be undertaken with the competent central authorities, which shall provide their response within 10 calendar days of receiving the request for a consular pass.